



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/25  
9 juin 2010

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixantième et unième réunion  
Montréal, 5 - 9 juillet 2010

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ONUDI  
POUR L'ANNEE 2010**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. L'ONUDI demande au Comité exécutif d'approuver la somme de 1 028 323 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 77 124 \$US, pour les amendements à son programme de travail de 2010.
2. Les activités proposées dans les amendements au programme de travail de l'ONUDI sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1: Amendements au programme de travail de l'ONUDI

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
<b>SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE</b>			
<b>A1. Renouvellement de projets de renforcement des institutions :</b>			
Égypte	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (Phase VIII)	228 323	114 162
Monténégro	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (Phase II)	60 000	45 000
Sous-total pour A1:		288 323	159 162
<b>A2. Préparation de projet pour des activités d'investissement visant l'élimination des HCFC:</b>			
Égypte	Préparation de projet pour des projets d'investissement visant l'élimination des HCFC dans la fabrication de mousses pour les électroménagers	100 000	100 000
Indonésie	Préparation de projet pour des activités d'investissement visant l'élimination des HCFC dans le secteur des solvants	10 000	10 000
Serbie	Préparation de projet pour des activités d'investissement dans le secteur de la climatisation résidentielle	60 000	60 000
République arabe syrienne	Préparation de projet pour des activités d'investissement dans le secteur des mousses	40 000	40 000
Sous-total pour A2:		210 000	210 000
<b>SECTION B: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL</b>			
<b>B1. Préparation de projet pour des PGEH et des activités d'investissement visant les HCFC:</b>			
République populaire démocratique de Corée	Financement supplémentaire pour la préparation du PGEH	65 000	65 000*
République populaire démocratique de Corée	Préparation d'activités d'investissement visant l'élimination des HCFC dans le secteur des mousses de PU	80 000	80 000*
Sous-total pour B1:		145 000	145 000*
<b>B2. Préparation de projet pour des projets de démonstration sur la destruction des SAO:</b>			
Liban	Préparation de projet pour des projets de démonstration sur la destruction des SAO	85 000	85 000*
Sous-total pour B2:		85 000	85 000*
<b>B3. Assistance technique:</b>			
Au niveau mondial	Financement de la mobilisation de ressources	300 000	*
Sous-total pour B3:		300 000	*
Sous-total pour les sections A et B:		1 028 323	599 162
Coûts d'appui aux agences (7,5% pour la préparation de projet et le renforcement des institutions et pour les autres activités d'un montant supérieur à 250 000 \$US et 9% pour les autres activités d'un montant inférieur à 250 000 \$US):		77 124	44 937
Total:		1 105 447	644 099

\*Projet pour examen individuel ou en attente

## **SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE**

### **A1. Renouvellement de projets de renforcement des institutions**

- a) Égypte (Phase VIII) : 228 323 \$US
- b) Monténégro (Phase II) : 60 000 \$US

#### **Description du projet**

3. L'ONUDI a présenté des demandes pour le renouvellement des projets de renforcement des institutions en Égypte et au Monténégro. Les descriptions des demandes pour ces pays figurent à l'Annexe I au présent document.

#### **Observations du Secrétariat**

4. Le Secrétariat du Fonds a examiné les rapports finals et les plans d'action sur le renforcement des institutions (RI) soumis par l'ONUDI, au nom de l'Égypte et du Monténégro, à l'appui des demandes de renouvellement et les a trouvés de bon aloi et conformes aux exigences. Le Secrétariat a tenu compte des décisions 57/36b), 58/16, 59/47 et 60/10 lors de l'examen de ces demandes relatives au RI, notamment de la décision 59/47 par laquelle le Comité exécutif a décidé "de prolonger le soutien financier pour le renforcement des institutions dans les pays visés à l'article 5 au-delà de 2010, plus particulièrement jusqu'en décembre 2011". En tenant compte des décisions citées ci-dessus, le financement recommandé pour le renouvellement des projets de RI a été calculé au pro rata jusqu'en décembre 2011 seulement.

#### **Recommandations du Secrétariat**

5. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des demandes de renouvellement des projets de RI pour l'Égypte et le Monténégro, aux niveaux de financement indiqués au tableau I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/25. Le Comité exécutif est invité à communiquer aux gouvernements de ces pays les observations qui figurent à l'Annexe II au présent document.

### **A2. Préparation de projet pour des activités d'investissement visant l'élimination des HCFC**

Égypte : Préparation de projet pour des projets d'investissement visant l'élimination des HCFC : 100 000 \$US

Indonésie : Préparation de projet pour des activités d'investissement visant l'élimination des HCFC dans le secteur des solvants : 10 000 \$US

Serbie : Préparation de projet pour des activités d'investissement dans le secteur de la climatisation résidentielle : 60 000 \$US

République arabe syrienne : Préparation de projet pour des activités d'investissement dans le secteur des mousses : 40 000 \$US

6. L'ONUDI a demandé des fonds supplémentaires pour la préparation d'activités d'investissement dans les quatre pays mentionnés ci-dessus qui ont déjà un financement approuvé pour la préparation de PGEH. Avec sa demande, l'ONUDI a fourni des informations de base sur la consommation de HCFC dans ses pays et les secteurs dans lesquels ils sont utilisés ainsi que sur la manière dont ces plans sectoriels seront reliés au PGEH global notamment pour les pays où la mise en œuvre est partagée entre

plusieurs agences. Les informations à l'appui de chacune des demandes figurent dans les amendements au programme de travail de l'ONUDI, joints au présent document.

### **Observations du Secrétariat**

7. Le Secrétariat a examiné en détail les soumissions de l'ONUDI et demandé des clarifications, le cas échéant. Lors de son examen, le Secrétariat a constaté que les informations soumises par l'ONUDI pour chacun des pays mentionnés ci-dessus et le financement demandé étaient conformes à la décision 56/16. Il souligne aussi notamment que l'ONUDI a consulté les autres agences pour les pays dans lesquels elles collaborent au processus de préparation du PGEH et qu'il existe une bonne compréhension de la répartition des responsabilités entre les agences.

### **Recommandation du Secrétariat**

8. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de préparation pour des activités d'investissement reliées aux PGEH en Égypte, Indonésie, Serbie et République arabe syrienne, aux niveaux de financement indiqués au tableau I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/25.

## **SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL**

### **B1. Préparation de projet pour des PGEH et des activités d'investissement visant l'élimination des HCFC :**

République populaire démocratique de Corée : Financement supplémentaire pour la préparation du PGEH : 65 000 \$US

République populaire démocratique de Corée : Préparation d'activités d'investissement visant l'élimination des HCFC dans le secteur des mousses de polyuréthane (PU) : 80 000 \$US

### **Description du projet**

9. L'ONUDI a présenté deux demandes de préparation de projet visant l'élimination des HCFC, l'une pour 65 000 \$US de fonds supplémentaires dans le cadre de la préparation du PGEH et l'autre, au montant de 80 000 \$US, pour la préparation d'activités d'investissement dans le secteur des mousses en République populaire démocratique de Corée. La demande de fonds supplémentaires pour la préparation du PGEH s'ajoute à une demande au montant de 35 000 \$US, présentée à cette même réunion par le PNUE pour le même pays, dans le cadre de la présentation de son programme de travail. Le pays a communiqué des données, aux termes de l'article 7, pour l'année 2007 qui indiquent une consommation de 85,3 tonnes PAO de HCFC. À la 55<sup>e</sup> réunion, la République populaire démocratique de Corée a reçu 50 000 \$US pour la préparation de projet de son PGEH qui sera mis en œuvre par l'ONUDI.

10. A l'appui de la demande de fonds pour la préparation de projet dans le secteur des mousses, l'ONUDI a indiqué que la République populaire démocratique de Corée a eu en 2008 une consommation de 117 mt (13 tonnes PAO) de HCFC-141b et que le pays souhaite amorcer la préparation d'activités d'investissement dans ce secteur. L'enquête a identifié quatre entreprises qui participeront à cet exercice de préparation dans le pays. L'Annexe 3 à la présente demande contient d'autres détails.

### **Observations du Secrétariat**

11. Le Secrétariat constate qu'à sa 58<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a pris la décision de reporter l'ensemble des projets pour la République populaire démocratique de Corée jusqu'à la 61<sup>e</sup> réunion dans

l'attente *entre autres* "que le PNUE fournisse des informations complémentaires sur les arrangements administratifs et les coûts associés au transfert des ressources financières vers la République populaire démocratique de Corée". La demande de financement supplémentaire est conforme à la décision 56/16 puisque la République populaire démocratique de Corée a communiqué pour 2007 des données en vertu de l'article 7, qui indiquent une consommation de 85,3 tonnes PAO de HCFC-22, incluant la fabrication.

12. Lors de la discussion avec l'ONUDI sur les modalités de décaissement, conformément à la décision prise par le Comité exécutif à sa 58<sup>e</sup> réunion (décision 58/25), le Secrétariat a appris que pour la préparation de projet pour le PGEH, l'ONUDI n'a pas besoin de transférer des fonds directement dans le pays puisque tous les fonds seront utilisés pour des experts et consultants techniques et pour des déplacements et qu'ils seront décaissés directement par l'ONUDI. Dans le cas des fonds de préparation de projet pour des activités d'investissement, l'ONUDI prévoit aussi que pour 2010 au moins une approche similaire pourrait être adoptée lorsque les dépenses seront faites à travers l'ONUDI. Toutefois, l'agence est consciente de la nécessité éventuelle d'embaucher des consultants locaux, ce qui pourrait impliquer un transfert de fonds vers le pays. Le Secrétariat a appris que, dans ce cas, l'ONUDI utilisera la même approche que le PNUE qui a recours au Programme alimentaire mondial (PAM) pour transférer les ressources financières destinées à faciliter la préparation du PGEH dans le pays ou au PNUD si son bureau de pays est opérationnel. Certaines observations faites par le Secrétariat sur cet arrangement se retrouvent aux paragraphes 22 à 24 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/24, Amendements au programme de travail du PNUE pour 2010.

### **Recommandation du Secrétariat**

13. Le Comité exécutif pourrait confirmer que les modalités de financement proposées sont acceptables et examiner ces demandes à la lumière des informations présentées.

### **B2. Préparation de projet pour des projets de démonstration sur la destruction des SAO**

Liban : Préparation de projet pour des projets de démonstration sur la destruction des SAO : 85 000 \$US

#### **Description du projet**

14. Au nom du gouvernement du Liban, l'ONUDI a présenté une demande de préparation de projet pour un projet de démonstration pilote sur la destruction des SAO indésirables dans le pays, au montant de 85 000 \$US, conformément à la décision 59/10. D'après les documents de soutien présentés, l'exercice de préparation proposé élaborera un projet qui inclut des activités reliées à la collecte des SAO, leur transport, entreposage et livraison à une installation de destruction. L'ONUDI a ajouté que les résultats de ce projet de démonstration fourniront l'occasion d'acquérir de l'expérience dans la destruction des SAO qui pourrait bénéficier à d'autres pays dans la région de l'Asie occidentale.

15. La proposition ne précise pas la technologie qui fera l'objet de la démonstration mais elle examinera les options rentables à la disposition du pays et indique que la sélection de la technologie inclura les considérations suivantes :

- Évaluation de la rentabilité pour l'expédition vers l'installation de destruction dans l'Union européenne;
- Présence d'usines existantes au Liban qui pourraient être reconverties ou utilisées pour le traitement des SAO;
- Seuil de rentabilité en termes de quantité de SAO nécessaire pour assurer la pérennité du projet;
- Surveillance, procédures d'inspection et de vérification;

- Analyse du modèle financier de fonctionnement et viabilité commerciale de systèmes similaires;
- Confirmation de l'incidence des mesures réglementaires et des politiques;
- Analyse des systèmes alternatifs de financement, y compris le financement du carbone;
- Synergies avec d'autres plans et stratégies environnementaux visant l'élimination des déchets dangereux.

16. La proposition explorera aussi les possibilités de mobiliser des sources nationales ainsi que des sources provenant de programmes internationaux multilatéraux et bilatéraux en vue d'un cofinancement. Une attention particulière sera accordée à l'étude des avantages pour le climat associés à cette activité. Une description de la demande figure dans le programme de travail de l'ONUDI joint au présent document.

### **Observations du Secrétariat**

17. Cette proposition est conforme à la décision 59/10 qui demandait à l'ONUDI de présenter deux projets de démonstration supplémentaires sur la destruction des SAO pour l'Afrique et l'Asie occidentale. Cette proposition donnera l'occasion d'acquérir de l'expérience dans la destruction des SAO en Asie occidentale.

18. Le Secrétariat a examiné ce projet à la lumière des informations exigées par la décision 58/19. Dans sa proposition, l'ONUDI fournit des détails sur les éléments requis par cette décision. Le Secrétariat a relevé que la proposition n'indiquait pas le montant spécifique à détruire. L'ONUDI a toutefois expliqué qu'il serait identifié pendant la préparation de projet et a défini aussi le système de collecte qui sera mis en place pour appuyer le projet de démonstration. L'ONUDI a ajouté que l'exercice de préparation de projet permettra au Liban d'étudier les éléments nécessaires reliés à la technologie, la vérification des quantités spécifiques de SAO détruites et d'examiner la possibilité de cofinancement pour les activités futures de destruction, une fois que le projet pilote sera terminé. Le Secrétariat constate que le montant demandé pour la préparation de projet est raisonnable et correspond aux approbations antérieures de fonds de préparation pour ce type de projet.

### **Recommandation du Secrétariat**

19. Le Comité exécutif pourrait approuver la demande pour la préparation de projet pour un projet pilote de destruction des SAO au Liban, conformément aux décisions 58/19 et 59/10.

### **B3. Assistance technique**

Au niveau mondial : Mobilisation de ressources pour l'élimination des HCFC et pour des avantages climatiques connexes: 300 000 \$US

### **Description du projet**

20. L'ONUDI a présenté une demande aux 57<sup>e</sup>, 58<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup> et 60<sup>e</sup> réunions pour un projet d'assistance technique visant la mobilisation de ressources afin de maximiser les avantages de l'élimination des HCFC pour le climat, avec un niveau de financement de 300 000 \$US. L'ONUDI présente à nouveau sa proposition pour examen à la 61<sup>e</sup> réunion. Elle inclut une note sur le concept qui décrit les objectifs, les activités et les résultats escomptés de ce projet.

21. Le tableau ci-dessous fournit une ventilation des 300 000 \$US demandés par l'ONUDI :

Consultants internationaux	180 000 \$US
Consultants nationaux	50 000 \$US
Déplacements	30 000 \$US
Frais d'enregistrement et autres coûts administratifs pour l'enregistrement des nouvelles méthodologies	40 000 \$US
<b>Total</b>	<b>300 000 \$US</b>

### Observations du Secrétariat

22. La décision XIX/6, paragraphe 11b) de la dix-neuvième Réunion des Parties a donné au Comité exécutif comme orientation d'accorder la priorité, *entre autres*, "aux produits et solutions de remplacement qui réduisent au minimum les autres impacts sur l'environnement, en particulier sur le climat, en tenant compte de leur potentiel de réchauffement global, de leur consommation d'énergie et d'autres facteurs pertinents", lors de l'examen des projets d'élimination des HCFC. À sa 54<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a convenu d'une série de lignes directrices pour la préparation des PGEH et aux 55<sup>e</sup> et 56<sup>e</sup> réunions, il a approuvé des fonds pour la préparation de PGEH dans 160 pays. Les lignes directrices pour la préparation des PGEH, établies par la décision 54/39, incluent une disposition pour les pays visés à l'article 5 d'envisager des incitatifs et des opportunités de cofinancement dans leurs PGEH finaux qui pourraient s'avérer pertinents pour s'assurer que l'élimination des HCFC entraîne des avantages conformément au paragraphe 11b) de la décision XIX/6.

23. Le Secrétariat a souligné que l'étude proposée par l'ONUDI pourrait déboucher sur deux méthodologies susceptibles d'aider les pays lors de l'examen des options de cofinancement des éléments de leurs PGEH qui encouragent des avantages pour l'ozone et le climat et lors de l'exploration des possibilités d'obtenir des crédits de carbone pour la destruction des SAO. Le Secrétariat souligne aussi que la proposition de l'ONUDI décrit l'élaboration de méthodologies pour obtenir un cofinancement éventuel du FEM.

### Recommandation du Secrétariat

24. Le Comité exécutif pourrait examiner la demande d'assistance technique visant la mobilisation de ressources afin de maximiser les avantages climatiques de l'élimination des HCFC, sur la base de la proposition soumise et des discussions sur un mécanisme de financement spécial qui se sont tenues à la 30<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail à composition illimitée (OEWG).





**Annexe I**

**PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS**

**Égypte: Renouvellement du renforcement des institutions**

<b>Sommaire du projet et profil du pays</b>		
Agence d'exécution:		ONUDI
Montants approuvés antérieurement pour le renforcement des institutions (\$ US):		
	Phase I: Juin-93	263 450
	Phase II: Nov-95	175 909
	Phase III: Mars-99	175 000
	Phase IV: Juillet-01	166 330
	Phase V: Juillet-03	228 322
	Phase VI: Mars-07	228 323
	Phase VII: Nov-08	228 323
	Total	1 465 657
Montant demandé pour le renouvellement (Phase VIII) (\$ US):		228 323
Montant recommandé pour approbation pour la Phase VIII (\$ US):		104 648
Coûts d'appui de l'agence (\$ US):		7 849
Coût total de la Phase VIII du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral (\$ US):		112 497
Montant équivalent d'élimination de CFC imputable à la Phase VIII du renforcement des institutions au taux de 12,1 \$US/kg (tonnes PAO):		s.o.
Date d'approbation du programme de pays:		1992
Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (1992) (tonnes PAO):		2 594,5
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO):		
	a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	1 668
	b) Annexe A Groupe II (Halons) (moyenne 1995-1997)	705
	c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	38,5
	d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	26
	e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	238,1
Plus récente consommation de SAO déclarée (2009) (tonnes PAO) selon l'Article 7:		
	a) Annexe A Groupe I (CFC)	202,7
	b) Annexe A Groupe II (Halons)	0
	c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0
	d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme)	0
	e) Annexe E (bromure de méthyle)	190,2
	f) Annexe C Groupe I (HCFC)	396,6
	Total	789,5
Année des données déclarées sur la mise en oeuvre du programme de pays:		2009
Montant approuvé pour des projets (\$ US):		46 795 915
Montant décaissé (en date de décembre 2009) (\$ US):		39 317 867
SAO à éliminer (tonnes PAO):		4 253,4
SAO éliminées (en date de décembre 2009) (tonnes PAO):		3 904

1. Sommaire des activités et fonds approuvés par le Comité exécutif:

<b>Sommaire des activités</b>		<b>Fonds approuvés (\$US)</b>
a)	Projets d'investissement:	41 759 636
b)	Renforcement des institutions:	1 465 657
c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements:	3 570 622
	Total:	46 795 915

Rapport périodique

2. La 56<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif a approuvé des fonds pour le renouvellement du projet de renforcement des institutions, Phase VII, en Égypte. L'Unité nationale de l'ozone (UNO) qui fait partie de l'Agence égyptienne des affaires environnementales, est le pivot des activités reliées au Protocole de Montréal. Le programme d'activités reliées au Protocole de Montréal fait partie de l'engagement de l'Égypte d'éliminer sa consommation de SAO d'une manière contrôlée et rentable. Il existe une coordination avec les fonctionnaires des douanes pour appliquer le système d'autorisations ainsi que les procédures et les exigences réglementaires de conformité. Des campagnes de sensibilisation du public ont été menées à travers des conférences, des émissions de radio et de télévision ainsi que des annonces dans les journaux. Des discussions sur les questions techniques font partie de la pratique de travail courante au Ministère. L'UNO participe régulièrement aux réunions du réseau régional des administrateurs de l'ozone et à la Réunion des Parties. L'Égypte se conforme à la communication des données aux termes du Protocole de Montréal.

Plan d'action

3. L'UNO est perçue comme le noyau de la structure de gestion des SAO et a été mis en place comme un organisme spécialisé, chargé de l'application et du suivi de la stratégie d'élimination des SAO, énoncée dans le plan d'action du programme de pays. L'UNO a des contacts réguliers et directs avec les décideurs au ministère de l'Environnement et des affaires climatiques et des discussions sur des politiques techniques font partie de la pratique de travail courante au Ministère. Les principaux objectifs de la prochaine phase seront la poursuite des activités de mise en œuvre pour maintenir l'élimination des CFC au-delà de 2010 et pour amorcer des travaux pour atteindre la conformité dans l'élimination des HCFC. L'UNO poursuivra l'application du système d'autorisations ainsi que la mise en œuvre des programmes de sensibilisation du public.

**Monténégro: Renouvellement du renforcement des institutions**

<b>Sommaire du projet et profil du pays</b>	
Agence d'exécution:	ONUDI
Montants approuvés antérieurement pour le renforcement des institutions (\$ US):	
Phase I: Mars-07	30 000
Phase I: Juillet 08	60 000
Total	90 000
Montant demandé pour le renouvellement (Phase II) (\$ US):	60 000
Montant recommandé pour approbation pour la Phase II (\$ US):	45 000
Coûts d'appui de l'agence (\$ US):	3 375
Coût total de la Phase II du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral (\$US):	48 375
Montant équivalent d'élimination de CFC imputable à la Phase II du renforcement des institutions au taux de 12,1 \$US/kg (tonnes PAO):	s.o.
Date d'approbation du programme de pays:	2007
Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (2007) (tonnes PAO):	0
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO):	
a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	104,9
b) Annexe A Groupe II (Halons) (moyenne 1995-1997)	2,3
c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	1,1
d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	0
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	0
Plus récente consommation de SAO déclarée (2008) (tonnes PAO) selon l'Article 7:	
a) Annexe A Groupe I (CFC)	0,1
b) Annexe A Groupe II (Halons)	0
c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0
d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme)	0
e) Annexe E (bromure de méthyle)	0



**UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION**

61<sup>st</sup> Executive Committee of the  
Multilateral Fund for the Implementation  
of the Montreal Protocol

**UNIDO Work Programme**

**61<sup>th</sup> ExCom**

## UNIDO

### Work Programme - 61<sup>th</sup> ExCom (10 May 2010)

#### Introduction

The UNIDO Work Programme for the consideration of the 61<sup>th</sup> ExCom of the Multilateral Fund has been prepared following the government requests as well as based on ongoing and planned activities. The Work Programme will support the implementation of UNIDO's three year Rolling Business Plan 2010-2012.

Focus has been put on the additional investment activities to phase-out HCFCs in Article 5 countries, with a view to the forthcoming countries compliance needs in 2013 and 2015.

Institutional strengthening is requested for Montenegro (Phase III) and for the Republic of Egypt (Phase VIII).

The work programme also included preparation of ODS disposal pilot project in Lebanon, following the criteria set by ExCom Decision 58/19.

The document comprises the following sections:

#### **Section 1**

Gives in a tabulated form by project types and country a consolidated list of activities foreseen for institutional strengthening, HCFCs investment activities and ODS disposal.

Funding is requested as follows:

- Institutional strengthening US\$ 309,947 (including A.S.C.)
- HCFCs investment activities preparation: US\$ 381,625 (including 7.5% A.S.C.)
- pilot project for ODS destruction in Lebanon US\$ 91,375 (including ASC)
- Global Project on resource mobilization: US\$ 322,750 incl. 7.5 % ASC
- **Total: US\$ 1,105,697 (including A.S.C.)**

#### **Section 2**

Section 2 provides the corresponding project concepts indicating some details and funding requirements.

**Section 1**

Consolidated table giving project preparation  
and non-investment projects in all countries and sectors

Country	Type	Subs- tance	Title of Project	Requested amount USD	A.S.C USD	Total (incl ASC) USD	A.S.C . %	P. D.	Rema rks
<b>Institutional strengthening</b>									
The Republic of Egypt	INS	all	IS extension - Phase VIII	228,323	17,124	245,447	7.5	24	
Montenegro	INS	all	IS extension - Phase III	60,000	4,500	64,500	7.5	24	
			<b>Sub-total</b>	<b>288,323</b>	<b>21,624</b>	<b>309,947</b>			
<b>Project preparation for HCFC phase-out investment and demonstration</b>									
DPR Korea	PRP	HCFC	Additional funding for HPMP preparation	65,000	4,875	69,875	7.5	12	
DPR Korea	PRP	HCFC	Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the PU Foam sector	80,000	6,000	86,000	7.5	12	
Indonesia	PRP	HCFC	Investment activities for the phase-out of HCFCs in the solvent sector	10,000	750	10,750	7.5	12	
Serbia	PRP	HCFC	Investment activities in RAC sector	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
Syrian Arab Republic	PRP	HCFC	Investment Activities in Foam Sector	40,000	3,000	43,000	7.5	12	
The Republic of Egypt	PRP	HCFC	investment projects for the phase-out of HCFCs in the manufacture of appliance foams	100,000	7,500	107,500	7.5	12	
			<b>HCFC INV-PRP TOTAL</b>	<b>355,000</b>	<b>26,625</b>	<b>381,625</b>			
<b>Project preparation for ODS disposal demonstration projects</b>									
Lebanon	PRP	CFC11 /12	Preparation ODS disposal pilot project	85,000	6,375	91,375	7.5	12	
<b>Technical assistance for funds mobilization</b>									
Global	TAS	SEV	Funds mobilization	300,000	22,750	322,750	7.5	12	

UNIDO

Work Programme - 60<sup>th</sup> ExCom

## Section 2

Project concepts

## Project Concept

**Country:** The Republic of Egypt

**Title:** Extension of Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Egypt

**Project Duration:** 12 months (January 2010 - December 2012)

**Project Budget:** 245,447 (including US\$ 17,124 representing 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Egyptian Environmental Affairs Agency / National Ozone Unit

---

## Project Summary

The project aims at **institutional strengthening and capacity building of the** Egyptian Environmental Affairs Agency / National Ozone Unit and will ensure helping the Government meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

In this context, the National Ozone Office will be assisted in monitoring and identification of Ozone-depleting substances consumption and up-dating the needed national policies and regulations, with a focus on HCFCs consumption.

The NOU will monitor all the project activities as per the Country Programme, including the collection of consumption data and reporting as required, with a specific view to HCFCs phase-out schedule for the Article 5 countries.



## Project Concept

**Country:** Montenegro

**Title:** Extension of Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Montenegro

**Project Duration:** 18 months

**Project Budget:** 48,375 (including US\$ 3,375 representing 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Environmental Protection Agency/ Ozone Unit

---

## Project Summary

The project aims at institutional strengthening and capacity building of the Environmental Protection Agency/ Ozone Unit and will ensure helping the Government meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

In this context, the National Ozone Office will be assisted in monitoring and identification of Ozone-depleting substances consumption and up-dating the needed national policies and regulations, with a focus on HCFCs consumption.

The NOU will monitor all the project activities as per the Country Programme, including the collection of consumption data and reporting as required, with a specific view to HCFCs phase-out schedule for the Article 5 countries.

## Project concept

### Additional funding for HPMPs preparation

**Country:** Korea DPR

**Title:** Additional funding for HPMP preparation

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget**

**Korea DPR:** US\$ 69,875 (including 7.5% Agency Support Costs of US\$ 4,875)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** National Ozone Unit

---

### Project Summary

In response to Decision 56/16 UNIDO is submitting a request for additional funds for the HPMP preparation in Korea DPR.

Korea DPR received US\$ 50,000 for HPMP preparation at the 55<sup>th</sup> ExCom Meeting based on the HCFC consumption reported at that time.

Since Korea DPR has revised its data reporting concerning HCFC consumption in 2007, the country is eligible for US\$ 150,000 for HPMP preparation funding in line with Ex.Com. Decision 56/16. In light of the above US\$ 65,000 excluding support cost is requested as additional HPMP preparation funding for Korea DPR.

Note: the NOU requested UNEP to be responsible for the preparation of the non-investment component of the HPMP and according to the joint agreement between UNIDO and UNEP the latter will submit its own request for additional funding in the amount of US\$ 35,000 plus support cost.

## Project Concept

**Country:** Korea DPR

**Title:** Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the PU Foam sector

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget 1:** US\$ 86,000 (incl. 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** National Ozone Unit, NCCE

---

## Project Summary

Korea DPR 2007 and 2008 Article 7 consumption of HCFCs amounted to 85.3 and 57.7 ODP tonnes respectively.

In order to ensure that Korea DPR meets the 2013 and 2015 HCFC reduction targets urgent actions are required in all manufacturing sectors.

Based on the reported consumption, Korea DPR is eligible for additional funding for the preparation of the HCFC phase-out investment activities in the manufacturing sectors (to achieve the 2013 and 2015 control measures).

UNIDO was assigned to prepare HPMP including sector plans for the HCFC phase-out and already initiated the respective implementation activities specifically concentrating on the survey of the HCFC consumption in the foam, refrigeration manufacturing and servicing sectors.

The latest Country Programme Progress implementation Report for the year 2008 shows the following HCFC consumption (in metric Tonnes):

	Foam	Refrigeration Manufacturing	Refrigeration servicing
<b>Annex C Group I</b>	2008	2008	2008
HCFC-22	-	226.27	587.00
HCFC-141b	117.6	-	-
HCFC-142b	-	-	-
HCFC-123	-	-	-
Other	-	-	-
<b>HCFCs Total Consumption</b>	<b>117.6</b>	<b>226.27</b>	<b>587.00</b>

An assessment of the country consumption data shows that 22.5% of the total HCFC consumption in Korea DPR (including refrigeration servicing sector) is used in the foam production and for this reason, the sector strategic approach is critical in achieving the consumption reduction targets.

Sector strategy and investment project for 4 identified foam producing companies will be prepared by UNIDO in cooperation with the Governmental institutions support, to enable Korea DPR to achieve the 2013 freeze as well as 2015 reduction targets, in line with the priorities of the HPMP.

## Project Concept

**Country:** Indonesia

**Title:** Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the solvent sector

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget:** 10,750 (including 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Ministry of Environment

---

## Project Summary

Indonesia's 2008 consumption of HCFCs according to Article 7 report amounted to 299.9 ODP tonnes.

Indonesia is an Article 5 country with a large foam and refrigeration sectors which include all respective sub-sectors. According to preliminary results of the survey, relevant HCFCs 141b and 123 are found in the solvent sector and also in refrigeration sector as cleaning agents.

UNIDO received a government request from Indonesia to carry out stand alone projects of HCFC phase-out in the foam industry and also to initiate the preparation of HCFC phase out in the solvent sector.

HCFC Reduction Analysis for 2013/2015 compliance showed the consumption of HCFC 141b and HCFC 123 in the solvent sector in total amount of 68 MT. According to UNIDO experience from the implementation of the Plan for Terminal Phase-out of ODS in the Solvent Sector in Indonesia, HCFCs may be used for some cleaning applications in electric and electronic industries.

Phase out project in the solvent sector will contribute to meet the compliance of the country with 2013 and 2015 control targets.

## Project Concept

**Country:** Serbia

**Title:** Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in Refrigeration manufacturing sector

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget:** US\$ 64,500 (incl. 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** National Ozone Unit, Ministry of Environment and Spatial Planning

---

## Project Summary

In order to ensure that Serbia meets the 2013 and 2015 HCFC reduction targets urgent actions are required in refrigeration and air conditioning manufacturing sector.

Serbia is eligible for receiving preparatory assistance funding for the preparation of investment projects for the phase out of HCFCs in the RAC manufacturing sector (to achieve the 2013 and 2015 control measures).

The Government of Serbia requested UNIDO to submit funding requests for the preparation of sector plans for the Refrigeration manufacturing sector, which will address 2 ODP tonnes phase-out.

The UNIDO already initiated the preparation of the HPMP, while UNIDO was assigned to prepare refrigeration and air-conditioning sector investment plan for phase-out activities.

A complete survey identified manufacturing companies in commercial refrigeration and air-conditioning as given below:

Consumption of HCFC-22 in MANUFACTURING OF REFRIGERATION & AIR CONDITIONING EQUIPMENT in (kg/year)							
No.	Manufacturer	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1.	Soko inz - Beograd	15000	15000	16000	14000	13000	11000
2.	ALFA KLIMA	1500	1800	2200	2700	2900	3300
3.	FRIGOCOMERCIALE	/	204	626	1999	230	367
4.	Klima Termgas	/	150	200	220	280	320
5.	PROENERGY	/	/	/	15	20	20
6.	DELTA ELETRONIC	/	/	/	/	140	140
7.	FRIGO HLADJENJE	/	/	/	/	/	136
8.	ECO FRIGO	450	500	350	300	300	250
9.	FILTER FRIGO	4273	4876	3980	3754	4128	2644
10.	FLORIDA	80	70	60	50	40	30
11.	MASTER FRIGO	1.000	1000	1200	1200	1000	1400

12.	V M J KOMERC	180	220	310	400	560	690
13.	DOO FREON	250	250	900	1000	1100	1250
14.	MPG-KGH	400	500	300	350	400	350
15.	EkoElektrfrigo*	/	1855	1855	2.200	600	2800
16.	Termofriz*	/	/	/	/	/	/
17.	Termovent-Komerc*	/	/	/	/	/	980
18.	MIP-Procesna oprema*	/	/	/	/	/	/
19.	Feniks BB*	/	/	/	/	/	/
20.	Euro Heat*	/	/	/	/	/	/
21.	Termoenergetika*	/	/	/	/	/	/
22.	Valjaonica-Femod*	/	/	/	/	/	/

\* refrigeration components manufacturing companies

The selection of the companies to be addressed through the investment plan for the phase-out of 2 ODP tonnes from the above mentioned sector, will be done by the NOU, Refrigeration Association and national experts involved in collecting the additional technical information, based on the ExCom Decisions eligibility criteria and the interest of the counterparts.

HPMP and its investment component in refrigeration manufacturing sector will enable Serbia to achieve the 2013 freeze as well as 2015 and 2020 reduction targets.

### Project Concept

**Country:** The Republic of Syrian Arab Republic

**Title:** Preparation of investment projects for the phase-out of HCFCs in the manufacture of appliance foams

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget 1:** 43,000 (including 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** National Ozone Unit, Ministry of State for Environmental Affairs

---

### Project Summary

The Executive Committee of the Multilateral Fund at its 55th Meeting approved US\$ 60,000 funding for the preparation of the HPMP for Syria. Syria reported HCFCs consumption for the year 2008 was 977.00 MT HCFC 22 and 371.25 MT HCFC 141b.

Syrian Arab Republic is therefore eligible for receiving additional preparatory funding for the preparation of investment projects for the phase out of HCFCs in the foam manufacturing sector. Syria has not yet received funds for the preparation of foam investment projects for the HCFC phase out.

The consumption of HCFCs in the Foam Sector in Syria is due to conversion from earlier CFC-based technology, or establishment of HCFC-based production capacity directly. The predominant HCFC is HCFC-141b, which is used as a blowing agent in rigid polyurethane foam production. HCFCs were introduced in the late 1990s, but initially brought into the country as a component through pre-blended polyols. Standalone imports of HCFC-141b commenced from 2004. The historical HCFC consumption in the Foams Sector is shown below:

Table-3: HCFC Consumption in the Foam Sector (2003-2008)

Parameter	2003	2004	2005	2006	2007	2008
HCFC-141b (metric tonnes)	30	40	110	100	120	233.6

In the Foams Sector, the consumption of HCFCs (HCFC-141b) is concentrated in the production of rigid polyurethane foam.



The highest trend of increasing consumption is in the production of sandwich foam panels.

Funding will be used to prepare investment activities addressing the foam part. The survey identifies 10 companies in foam sector.

Sector	Sub-sector	Estimated number of enterprises
<b>MANUFACTURING</b>		
Foams	Rigid Polyurethane Foam	10
Refrigeration and Air Conditioning	Window/Split Air Conditioners	2
	Central Air Conditioning Chillers	4
	Domestic Refrigeration	25
	Commercial Refrigeration	100
	Industrial Refrigeration	30
<b>SERVICING</b>		
Refrigeration and Air Conditioning	All	Over 1,000

An investment plan will be prepared to ensure that Syrian Arab Republic achieves the 2013 and 2015 reduction targets in line with the priorities being established under the HPMP.

## Project Concept

**Country:** The Republic of Egypt

**Title:** Preparation of investment projects for the phase-out of HCFCs in the manufacture of appliance foams

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget 1:** 107,500 (including 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Egyptian Environmental Affairs Agency  
- National Ozone Unit

---

## Project Summary

Egypt's reported HCFCs consumption for the year 2008 was 352.4 ODP tonnes including consumption of HCFC-22, HCFC-141b, HCFC-142b and HCFC-123. Egypt is therefore eligible for receiving up to US\$ 250,000 for the preparation of investment projects for the phase out of HCFCs in the manufacturing sector. Egypt has not yet received funds for the preparation of investment projects for the HCFC phase out.

The survey on the use of HCFC in the country confirms that the HCFC consumption in the manufacturing sectors is for the production of HCFC based equipment in the AC, commercial and domestic refrigeration sectors and various foam applications.

Funding will be used to prepare investment activities addressing the foam part in the manufacture of refrigeration, i.e. Appliance foam, which is in line with the HPMP under development. The survey identifies 10 companies consuming around 370 MT of HCFC-141b for the manufacture of panels used in refrigeration products. An investment project will be prepared to ensure that Egypt achieves the 2013 and 2015 reduction targets in line with the priorities being established under the HPMP.

## **Project Concept**

**Country:** Lebanon

**Title:** Preparation ODS disposal pilot project

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget:** US\$ 86,000

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Ministry of Environment - National Ozone Unit

---

## **Project Background**

Following Decision XX/7 of the Meeting of the Parties the Executive Committee decided at its 58<sup>th</sup> Meeting in July 2009 (Dec. 58/19) to fund a limited number of demonstration projects for the disposal of ODSs.

The objective of this project proposal is to gain experiences on destruction of ODSs, which could be beneficial to all other countries in the West Asia region.

This paper sets out a proposal for project preparation for an ODS destruction demonstration project in Lebanon and includes information on existing stock of unwanted ODSs destroyed as well as estimation of amount of ODSs that could be easily collected to be destroyed.

### **Amount of ODSs available in Lebanon for destruction**

Basic information on the stocks of ODS will be collected through the project.

### **Legislation in place and existing experiences in the sector**

The project will study relevant legislation including those addressing the adoption of energy efficient technologies.

### **Collection scheme**

The number of recovery centers to be established should be determined.

The centralized center is expected to:

- receive cylinders of ODSs already collected in the four regional centers (see below);
- treat the end-of-life equipment;

- treat the foams received from the regional centers;
- store the store the cylinders with ODSs;
- arrange for the shipment to the destruction facility.

The center will be fully equipped for the full dismantling of the end-of-life appliances, including extraction of ODSs from the foams.

The plants for the recovery of the end-of-life electrical and electronic equipment (e.g. domestic and commercial fridges, air condition systems, chillers, washing machines) represents an advanced environmental solutions for the recovery of HCFCs and CFCs which are both substances that deplete the ozone layer and greenhouses gases with a negative impact on climate. The treatment of the end-of-life electrical and electronic equipment provides also the opportunity to recover other raw materials such as polyurethane, plastics, glass, ferrous metals and non-ferrous metals as aluminum and copper. In addition the recovery of those substances has a positive impact in terms of the minor quantities of generated waste.

The regional recovery centers will be in charge for the collection of ODSs in liquid and gas forms and to put them in safe and thigh cylinders in order to prevent any leakages.

The centers will be in charge of collecting the refrigerants fluids from existing appliances identified above (i.e. industrial refrigerators, cold chambers, chalets, buildings, MAC, remaining stocks). Furthermore, the centers will collect refrigeration fluids from domestic refrigerators as well as recovery and extract foams (from appliances and other sources) to be send to the centralized center for treatment.

The transport of the cylinder containing ODSs as well as foam and equipment to the regional centers and from them to the centralized center and to the destruction facility will be done in strict observation of the existing laws regulating the transport of liquefied compressed gases and in accordance to all the safety procedures applicable to high pressure gas cylinders.

### **Selection of destruction technology**

During the project preparation, additional information will be collected in order to select the most promising alternative for the destruction of the collected ODSs.

The selection of the technology will include the following consideration:

- Evaluation of cost-efficiency for the shipment to destruction facility in EU;
- Presence of existing plants in Lebanon that could be converted or used for ODSs treatment;
- Break even point in terms of quantity of ODSs necessary to ensure sustainability to the project;
- Monitoring, inspection and verification procedures;

- Analysis of the financial operating model and the commercial viability of similar schemes;
- Confirmation of impact of regulatory and policy measures;
- Analysis of alternative funding schemes including carbon financing (see below for more details);
- Synergies with other environmental plans and strategies for the disposal of hazardous wastes.

#### **Funds mobilization**

The demonstration project will explore possibility to mobilize national sources as well as sources from international bilateral and multilateral programmes. Special emphasis will be put on the monetization of climate benefits related to this activity.

## Project Concept

**Country:** Global

**Title:** Mobilizing additional funds through the special facility under the MLF to account for the climate co benefits of the HCFCs phase out projects and ODS Destruction Projects.

**Project Duration:** 24 months

**Project Budget:** 322,750 (including 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

---

## Project Summary

### Reference: resource mobilization funding

This proposal has reference to the resource mobilization funding that UNIDO included in its business plan.

The proposal takes into account the negotiations on the issue started in Montreal during the coordination meeting on 26-27 January 2009 and discussed at the MOP and ExCom level during the year 2009.

The main objective of the project is to define a suitable scheme for mobilizing sources for the co-financing of ODS-related projects.

The below considerations have been taken into account in developing this proposal:

- MLF has the mandate to provide funding and assistance for covering the incremental costs relating to the ODS phase out.
- MLF and IAs have a long history of successful cooperation with A5 countries conversion projects at national and enterprise level (more than 5000 projects have been implemented so far). MLF has been successful in building partnership with A5 countries and in developing a good system to deal with big number of national and individual projects in a very smooth and cost effective manner.
- MLF has been successful in achieving remarkable results in the reduction of GHG emissions as a by-product of ODSs phase out projects. However, the generation of climate benefits from additional efforts is not mandated by the MP and therefore associated costs are not covered by MLF.
- Despite none of the ODS is included in the list of the substances regulated under the Kyoto Protocol, some ODS

- have a remarkable GWP impact. Moreover, some of the most promising alternatives for the replacement of HCFCs are in the basket of the Kyoto substances (i.e. HFCs).
- Methodologies have been already approved for the emission reduction of HFC at the manufacturing level (i.e. HFC in foam).
  - GEF provides funding for projects in the thematic areas of interest, such as those relating to the UNFCCC, UNBDC and UNDDC. Projects aiming at energy saving and increase the energy efficiency are usually funded.
  - GEF operates through national Focal Points (NFP) within governments and in most cases the projects proponents or counterparts are governmental entities (Energy Ministry, Agricultural Ministry, transportation Ministry, etc).
  - GEF has limited access/experience in working with individual companies in the private sector especially if they are SMEs.
  - GEF confounding requirements made more complex for developing countries to fully benefit from the GEF. And this is more apparent when SMEs were concerned.
  - Partnership between the GEF and MLF would serve the purposes of both bodies and make use of the strength of each other specifically in the HCFCs phase out era as well as in the destruction of unwanted ODSs, taking into account the decisions of the MOP and ExCom to adopt alternatives that generate climate and environment co benefits where applicable.
  - Strategies for leveraging funds from the GWP emission reduction bodies (both compliance and voluntary markets) could be further explored.

Proposal:

To develop concepts and methodologies for additional climate benefits of HCFC phase-out projects and ODS destruction activities. The concepts are as follows.

### **1. Replacement Scheme Methodology**

To develop a methodology for a replacement scheme for old domestic and industrial appliances relying on ODSs. The early replacement would ensure environmental benefits both to the Ozone recovery and reduction of GWE. The aim would be to develop a scheme where ODS appliances past a certain cut-off age (on the basis of significantly reduced energy efficiency) could be substituted with newer, energy efficient models using non-HFC alternatives. UNIDO can leverage financing from other bodies eg. GEF, CTF or national programs to pay for the replacement portion and the related costs of transportation and collection, while the destruction of the ODS would be covered according the MLF DEMO projects. Gains could be realized through the reduction in energy bills, with the difference collected by the government over a period of time and fed back into the scheme for further co-financing of ODS destruction projects. This would ensure the continuity of the scheme and reduce further reliance on the MLF. The methodology would work out the energy efficiency gains from replacement and also the gains from reduction in energy bills.

One should consider that in most developing countries, equipment manufacturers are not required to improve the energy efficiency of their products if it means additional costs to be borne by them either due to modification of process or material costs. As savings generated due to increased energy efficiency would be usually beneficial to end-users and subsequently to developing countries governments due to reducing of required investments in power generation to meet the national growing demands.

## **2. Development of a Programmatic CDM Methodology**

UNIDO also has the intention of developing a programmatic CDM methodology that would capture sectors where there is difficulty to create impact because of the diffuse nature of the sites e.g. refrigeration sector, transportation sector and activities in small/medium enterprises.

The core characteristics of programmatic CDM project activities are that they occur as the result of a deliberate program, that is either a public sector measure (voluntary or mandatory), or a private sector initiative, the program results in a multitude of dispersed actions that are induced by the program and would not occur but for the enactment of the program, the GHG reducing actions do not necessarily occur at the same time. The program chosen could generate climate benefits through grants, soft loan schemes, or voluntary/mandatory efficiency standards for equipment or facilities

UNIDO is therefore requesting 300,000 US\$ to work out the methodology and concepts.

The idea is to avoid the very complicated and lengthy procedure relating to the calculation of Co2 emission reductions and validating of CERs. The anticipated methodology should enable both UNIDO and GEF calculate the climate co benefits in an easy and straightforward manner and agree on the contribution to the special facility.

The concepts and methodologies to be developed could be then used as model for replication with other similar activities and projects.

The developed methodologies will be applied in two of UNIDO projects, one HCFCs phase out project and one ODS management and destruction project.

### **Cost breakdown (in US\$):**

- International Consultants	180,000
- National Consultants	50,000
- Travel	30,000
- Registration fees and other administrative costs for the registration for new methodologies	40,000
<b>Total</b>	<b>300,000</b>